

La junte fait le choix de l'insouciance

Par JMS

Tel un forcené suicidaire, le chef de la junte BOA, accompagné de son complice le très corrompu président de la Confédération africaine de football (Caf) Issa Hayatou, ont assisté, mercredi de la semaine dernière, au tirage au sort de cette compétition censée se dérouler au Gabon dans moins de deux mois. Au passage durant la cérémonie plusieurs fois, le chef de la junte et ses communicants sont revenus sur le fait que « *la Can aura bien lieu au Gabon* ». Une manière de vouloir démentir l'information que votre journal a annoncée ce même jour, arguments pertinents à l'appui.

Le choix de la coupe d'Afrique des nations de football (Can), comme veut le faire savoir le chef de la junte, au-delà des impératifs moraux liés au respect de la mémoire de nombreux jeunes assassinés par la junte, est une grave insouciance et un appel à la grève générale dans tous les secteurs d'activité en crise, faute de moyens financiers. Car cela veut clairement dire que le Gabon a des ressources pour financer les multiples secteurs en crise. Education, santé, logement...

Sur son blog, l'analyste économique Mays Moussi vient d'indiquer le coût de cette compétition pour le



contribuable gabonais. Ce sont 463 milliards de FCFA, soit 63 milliards de FCFA de plus qu'en 2012 qui seront ainsi engloutis dans cette opération, avec l'assurance qu'il n'y aura aucune retombée pour l'économie gabonaise. En pleine crise financière liée à la chute des prix du pétrole et à la baisse du volume produit par le sous-sol gabonais, le chef de la junte fait le choix insouciant de consacrer l'équivalent de deux fois le budget de la République centrafricaine (259 milliards de FCFA), et près de la moitié du budget du Togo (1006 milliards de FCFA), à un événement mondain sans réelle apport sur la vie des Gabonais. Cet arbitrage surréaliste en faveur de la Can s'opère au moment où tous les secteurs socioéconomiques sont en crise faute de ressources suffisantes. Même les menaces de grève brandies par les syndicats de l'éducation nationale, si certaines condi-

tions de vie et de travail ne sont respectées n'ont pas suffi pour faire renoncer le chef de la junte à consacrer autant de ressources pour les jeux

Comparaison n'est pas raison certes, mais tout de même ! Les états généraux de l'éducation nationale tenus en 2010 sous le magistère de Séraphin Moundounga ont évalué à 150 milliards de FCFA le budget à consacrer à l'éducation pour en finir avec des grèves qui paralysent ce secteur depuis bientôt huit ans. Or, le chef de la junte BOA et le sponsor de la dictature, le groupe Total, sont parvenus à mobiliser 463 milliards de FCFA, soit trois fois le coût d'une remise à flot totale du secteur de l'éducation nationale. La logique aurait voulu que le chef de la junte, qui fait face à une contestation politique d'une ampleur sans pareille, injectât ces moyens pour éteindre le feu dans la poudrière édu-

cation nationale. Quitte à renoncer à la Can qui ne lui apportera que des ennuis. Ce qui du reste donnerait à son régime putschiste, un semblant de fonctionnement normal. Tout en privant ses opposants de l'appui considérable du « *peuple de l'éducation nationale* », qui reste plus que jamais convaincu que la junte ne la considère pas comme une priorité absolue, la porte par laquelle tout pays qui vise l'émergence doit s'engouffrer.

Le plus inquiétant est ce que révèle Mays Moussi en analysant ce budget. Tout indique, comme en 2012, qu'une grande partie de cet argent finira dans des comptes offshore des membres de la junte. Comment expliquer autrement que des

hôtels déjà construits à Libreville et à Franceville en 2012, c'est-à-dire il y a quatre ans seulement, nécessitent de coûteuses rénovations estimées à 8 milliards de FCFA ? Comment imaginer un seul instant que le stade de Franceville, qui vient d'abriter un match officiel comptant pour les éliminatoires de la coupe du monde, après avoir déjà largement servi à la Can 2012 et plusieurs autres compétitions, ne soient pas pourvus en eau et électricité ? On se demande comment tous ces footballeurs s'y sont pris pour prendre une douche après chaque match comme cela est de coutume. Le chef de la junte BOA et le sponsor officiel de la dictature, le groupe Total, ont affecté 15

milliards de FCFA pour financer l'approvisionnement de ce stade en eau et électricité. Comment expliquer enfin que 72 milliards de FCFA du budget événementiel soient gérés directement par un service rattaché à la présidence de la République ?

Le chef de la junte BOA et son sponsor officiel, le groupe Total, ont clairement fait le choix de privilégier l'enrichissement illicite de leurs copains et coquins qui sont tapis derrière une myriade d'entreprises adjudicataires de ces marchés, au lieu de faire le choix du plus grand nombre, celui du Gabon, en permettant de régler définitivement la question de l'éducation et d'autres secteurs prioritaires.

